

# CONTRAT D'OUVERTURE DE CREDIT LIEE A UNE CARTE DE CREDIT CITIBANK - CONDITIONS GENERALES

## 1. DEFINITIONS

- Par **"la Loi"**, on entend la loi du 12/06/91 sur le crédit à la consommation, telle qu'éventuellement ultérieurement amendée, quand elle est applicable.

- Par **"la Banque"**, on entend Citibank Belgium S.A., 263g Bld Général Jacques, 1050 Bruxelles.

- Par **"consommateur"**, on entend toute personne physique ou tout groupe de personnes physiques s'engageant dans la présente convention à des fins non-professionnelles pour en recevoir directement le bénéfice.

## 2. CONCLUSION DU CONTRAT D'OUVERTURE DE CREDIT

Le contrat doit être signé par toutes les parties dans les 20 jours calendrier suivant la consultation de la Centrale des Crédits aux Particuliers et doit être renvoyé à la Banque accompagné de tous les documents justificatifs demandés; à défaut, la proposition y contenue est caduque, une nouvelle consultation doit avoir lieu et un nouveau contrat doit être établi aux conditions du jour. Ce contrat est régi par le droit belge.

## 3. FICHIERS CONSULTES

- Centrale des Crédits aux Particuliers de la Banque Nationale de Belgique, Boulevard de Berlaimont 14, 1000 Bruxelles.
- Fichier des enregistrements non-régis (ENR), Banque Nationale de Belgique, Boulevard de Berlaimont 14, 1000 Bruxelles.
- Fichier de la Banque.

## 4. CONDITIONS GENERALES

L'utilisation de votre carte implique l'acceptation de ces conditions générales. Sans préjudice des dispositions de la Loi, la Banque se réserve le droit de modifier unilatéralement ces conditions générales. Dans ce cas, vous en serez informé par écrit ou sur un support durable, au moins deux mois avant la mise en application de cette modification. En cas de changement du taux débiteur résultant de la modification des taux annuels effectifs globaux maxima légaux, la Banque vous en informe immédiatement avant la modification. Sous réserve de ce qui est mentionné à la rubrique "RESILIATION DU CONTRAT", vous avez dans ce cas la possibilité de résilier le contrat sans frais jusqu'au moment de l'entrée en vigueur de la modification. A défaut, vous serez réputé avoir accepté les conditions modifiées.

## 5. BUT DE L'OUVERTURE DE CREDIT - UTILISATION DE VOTRE CARTE

Cette ouverture de crédit a pour but de vous offrir un pouvoir d'achat correspondant au montant de l'ouverture de crédit et renouvelable en fonction des remboursements intervenus, à concurrence du montant indiqué sur le relevé de compte mensuel. Dans le but d'inciter à une utilisation responsable du crédit, la Banque peut néanmoins établir des plafonds d'utilisation pour des types déterminés d'opérations ou des catégories particulières de sa clientèle; vous serez toujours informé au préalable de ces limites.

Votre carte peut être utilisée comme instrument de paiement ou comme carte de crédit :

- si vous utilisez votre carte comme instrument de paiement, vous remboursez la totalité de vos dépenses à la réception de votre relevé de compte avant la date indiquée sur celui-ci; aucun intérêt n'est alors porté en compte ;

- si vous utilisez votre carte comme carte de crédit, vous remboursez, avant la date indiquée sur votre relevé, minimum 5% du montant total dû (hors cotisation annuelle), avec un minimum de 25 EUR (sauf si le montant total dû est inférieur à 25 EUR) majoré de la cotisation annuelle ainsi que tout autre montant additionnel, le cas échéant convenu dans le cadre d'un plan de paiement particulier. Des intérêts sont alors calculés proportionnellement au temps écoulé sur le solde restant dû et sur les nouvelles dépenses effectuées dans le courant de la période entre deux relevés de compte successifs. Le taux débiteur est variable. Son niveau actuel est mentionné dans les "Données financières" de ce contrat.

Toutes opérations avec la carte, tous remboursements ainsi que l'imputation de tous intérêts et frais se font par inscription à ce compte.

En cas de démanègement, vous devez communiquer immédiatement votre nouvelle adresse par écrit à la Banque de sorte que vos relevés de compte vous parviennent toujours en temps voulu. Vous pourriez avoir à supporter les conséquences financières résultant d'un tel manquement. Vous autorisez en outre la Banque à faire usage du présent contrat pour introduire auprès de l'administration compétente toute demande d'adresse vous concernant, en cas d'inexécution de vos engagements.

## 6. TRAITEMENT DES DONNEES PERSONNELLES

Vous autorisez la Banque à traiter vos données personnelles ("données") conformément aux principes définis dans cet article. Vous prenez acte de ce que la Banque peut aussi faire traiter vos données hors de l'Union Européenne, ceci exclusivement dans le cadre de ce qui est décrit dans cet article et moyennant un accord conclut conformément aux normes de la Commission Européenne. La Banque traitera vos données conformément à la Loi belge du 8 décembre 1992 sur la protection de la vie privée. La Banque ne traitera vos données que pour octroyer et gérer des produits et des services, pour apprécier votre solvabilité, pour vous proposer des produits et services, pour prévenir et lutter contre la fraude commise par des clients ou des préposés de la Banque, pour réaliser des statistiques et des tests, dans le cadre de la législation contre le blanchiment et le terrorisme ou pour satisfaire aux autres obligations légales. L'accès à vos données ne peut être accordé qu'aux personnes qui en ont légitimement besoin dans le cadre de leur fonction. La Banque peut transmettre vos données à toute société faisant partie de CitI et à ses fournisseurs de services pour autant qu'elle ait reçu des garanties formelles concernant la protection des données. La Banque informe la Commission pour la Protection de la Vie Privée de traitements de données personnelles. Vous pouvez, à tout moment, avoir accès à vos données dans le fichier de la Banque et demander la rectification de celles-ci. Il vous suffit d'adresser un courrier avec copie recto-verso de votre carte d'identité au siège social de Citibank Belgium SA, Responsable du Traitement, Boulevard Général Jacques, 263g, 1050 Bruxelles. Vous pouvez à tout moment vous opposer au traitement de vos données à des fins de promotion commerciale en en faisant la demande auprès des bureaux et agences ou par courrier au Département Marketing de la Banque.

## 7. COTISATION ANNUELLE - VALIDITE ET RENOUVELLEMENT DE VOTRE CARTE

Votre première cotisation annuelle sera facturée sur votre premier relevé de compte, sauf offres promotionnelles. Cette cotisation couvre les frais d'utilisation de votre carte pendant douze mois à dater de votre premier relevé de compte. Sans nouvelle utilisation de votre carte, seule la première cotisation est facturée. Durant les années ultérieures, votre cotisation annuelle sera facturée sur le relevé mensuel suivant la première utilisation de votre carte durant une période de douze mois entre deux dates anniversaires de votre premier relevé de compte (ci-après un "exercice") et couvrira les frais précités jusqu'à la fin de cet exercice. Il en résulte que si vous n'utilisez pas votre carte durant un exercice, aucune cotisation ne vous sera facturée pour cet exercice. La carte est valable jusqu'au dernier jour du mois et de l'année indiquée. La Banque ne vous enverra pas de carte non sollicitée, hormis en cas de remplacement de cartes existantes. A l'expiration, une nouvelle carte vous sera automatiquement envoyée pour autant que vous ayez toujours respecté vos obligations financières. La Banque est responsable de l'envoi de la carte jusqu'au moment de sa réception par le titulaire de la carte. Dès réception de la nouvelle carte, il est important, pour des raisons de sécurité, que vous détruissiez l'ancienne carte.

## 8. VOTRE CARTE DE CREDIT CITIBANK

Votre carte est personnelle. Vous devez la signer immédiatement à sa réception. Vous ne pouvez la confier à personne. Elle sert à l'acquisition de biens et de services sans paiement en espèces auprès des commerçants affichant l'embleme de votre carte. Vous pouvez également effectuer des retraits d'espèces aux guichets automatiques, des ordres de transfert ou retirer de l'argent en espèces à l'aide de votre carte dans les banques affichant le sigle de votre carte. Des frais de 4,96 EUR par transaction seront portés en compte lors de chaque retrait, sauf si votre compte présente un solde créditeur au moins égal au montant du retrait.

## 9. VOTRE CODE SECRET

Dans le mois suivant l'envoi de votre carte, vous recevrez votre code secret sous pli fermé. Vous devez être le seul à le connaître ! La Banque ne connaît pas votre code. Mémorisez-le. Il remplace votre signature pour les opérations électroniques et constitue la preuve de votre accord. Prenez toutes les précautions nécessaires pour que personne d'autre que vous ne puisse utiliser votre code secret. Si vous ne vous souvenez plus de votre code secret, appelez le Service Clientèle (02/774.55.55), un nouveau code secret vous sera envoyé à votre adresse.

## 10. CARTES ADDITIONNELLES

Une personne de votre choix peut obtenir, après accord mutuel, une carte additionnelle. Les présentes conditions générales sont d'application pour cette carte, sauf en ce qui concerne le paiement des dépenses qui y sont liées. Vous restez en effet seul responsable du paiement des relevés de compte mensuels. Pour vous permettre d'en gérer le contrôle, les dépenses effectuées avec la carte additionnelle sont reprises en détail sur votre relevé de compte personnel. Tout courrier relatif à la carte additionnelle est envoyé à votre adresse. La carte additionnelle peut être annulée à tout moment à votre demande, ou à celle de son possesseur ou par la Banque (dans le cas où la carte principale est annulée). Elle doit dans ce cas être renvoyée à la Banque, coupée en deux et par lettre recommandée, pour éviter toute utilisation abusive. Tant que la Banque ne l'a pas récupérée, vous restez responsable des transactions effectuées à l'aide de cette carte.

## 11. MONTANT DE VOTRE OUVERTURE DE CREDIT - PLAFONDS D'UTILISATION

Le montant de votre ouverture de crédit au moment de la conclusion de votre contrat est indiqué à la rubrique "Données financières". En tant que titulaire de la carte principale, vous pouvez demander de modifier les plafonds d'utilisation auxquels il est fait référence à la rubrique "BUT DE L'OUVERTURE DE CREDIT - UTILISATION DE VOTRE CARTE" conformément aux modalités et conditions fixées par la Banque.

## 12. CONTROLE DES DEPENSES

Avant de signer vos notes d'achats ou d'introduire votre code secret, vérifiez attentivement que la date et le montant dû sont exacts. La Banque ne peut être tenue responsable en cas de désaccord avec le commerçant. C'est directement avec lui que vous devez régler cette contestation. Contrôlez attentivement votre relevé de compte. Vous pouvez demander à la Banque (par téléphone, par télécopie ou par courrier) d'exécuter un ordre de transfert dans la limite du solde disponible de votre compte, pour autant que votre identité puisse être vérifiée par la Banque et que votre instruction soit conforme aux conditions communiquées par la Banque. Vous assumez cependant toutes les conséquences (dol ou erreur) liées à ce type d'instructions, sauf dol ou négligence grave imputable à la Banque. La Banque ne peut pas être tenue responsable des retards, erreurs ou omissions dans la transmission de télécopies ou de courriers, ni dans le cas d'une mauvaise interprétation de leur contenu. Vous devez notifier à la Banque, dès que vous en avez connaissance, tout débit de votre compte et toute transaction effectuée sans votre accord ainsi que toute erreur ou irrégularité constatée sur votre relevé de compte. Toute réclamation doit être notifiée à la Banque sans délai et au plus tard dans les treize mois suivant la date de l'opération. Si vous n'informez pas la Banque de la contestation dans les deux mois suivant la date de la transaction, la prescription vaut, jusqu'à preuve du contraire, que vous n'avez pas informé la Banque à temps. Les transactions effectuées avec votre accord sont irrévocables, à l'exception de celles initiées par le commerçant, lorsque le montant n'est pas connu au moment de la transaction et que ce montant dépasse celui auquel vous pouviez raisonnablement vous attendre.

## 13. RELEVÉ DE COMPTE

La Banque établit un relevé de compte une fois par mois, sauf s'il n'y a eu aucun mouvement sur votre compte et que le solde est égal à zéro. Ce relevé est envoyé à votre adresse et/ou est accessible sur internet. Il reprend notamment vos dépenses facturées durant le mois, ainsi que celles de la (des) carte(s) additionnelle(s) éventuelle(s), les remboursements, le montant minimum à payer, les intérêts et les frais dus (art. 59 de la Loi). Les transactions en monnaies étrangères sont mentionnées tant en EUR qu'en devise étrangère. La conversion en EUR est opérée au taux de change de Visa ou MasterCard en vigueur le jour du traitement comptable de la transaction par la Banque, majoré d'un pourcentage mentionné dans les conditions d'utilisation. La date valeur des transactions reprises sur votre relevé mensuel est égale à la date de transaction mais n'est jamais antérieure à la date de votre précédent relevé. La date valeur des remboursements est égale à la date de transaction transmise par la chambre de compensation. Si vous souhaitez obtenir une copie d'un relevé de compte pour une période remontant à plus de 6 mois par rapport à votre demande, il vous sera facturé un montant de 12,40 EUR par relevé.

**En vertu de l'article 27 de la loi du 12/04/1965 concernant la protection de la rémunération des travailleurs sont repris ci-après les articles 28 à 32 de ladite loi.**

**Art. 28** - A défaut d'opposition du cédant faite conformément à l'article 29, la cession sortira ses effets après que le cessionnaire:
1º, aura notifié au cédant son intention d'exécuter la cession;
2º, aura envoyé au débiteur cédé, une copie de la notification visée au 1º;
3º, aura envoyé au débiteur cédé, après l'expiration du délai d'opposition, une copie certifiée conforme de l'acte de cession.

**Art.28 bis** - La notification visée à l'art.28,1º contient, à peine de nullité, le formulaire de déclaration d'enfant à charge dont le modèle est arrêté par le Ministre de la Justice.

**Art. 29** - Dans les dix jours de l'envoi de la notification, visée à l'article 28, 1º le cédant peut s'opposer à l'intention d'exécution à condition d'en aviser le débiteur cédé. Dans les cinq jours de l'envoi de la lettre du cédant, le débiteur cédé en avisera le cessionnaire. En cas d'opposition, le débiteur cédé ne peut effectuer aucune retenue sur la rémunération en vue de l'exécution de la cession tant que celle-ci n'aura pas été validée conformément à l'article 31.

**Art. 30** - A peine de nullité, toutes les notifications visées aux articles 28 et 29 se font par lettre recommandée à la poste ou par exploit d'huissier dont les frais restent à charge de celui qui les a exposés.

**Art. 31** - En cas d'opposition, le cessionnaire convoque le cédant par lettre recommandée adressée par huissier, devant le juge de paix du canton du domicile du cédant aux fins d'entendre valider la cession. Le juge de paix statue en dernier ressort quel que soit le montant de la cession. En cas de validation, la cession peut être exécutée par le débiteur cédé sur simple notification qui lui est faite par le greffier dans les cinq jours à partir du jugement.

**Art. 31 bis - § 1er.** Le cédant qui peut prétendre à la majoration de ses revenus incessibles en application de l'article 1409, § 1er, alinéa 4 ou de l'article 1409, § 1er bis, alinéa 4, du Code judiciaire, en fait la déclaration, remise contre récépissé respectivement au débiteur cédé et, en copie, au cessionnaire ou adressée à ceux-ci par lettre recommandée, en utilisant le formulaire dont le modèle est arrêté par le Ministre de la Justice.

**§ 2.** La déclaration porte effet dès le mois suivant sa réception par le tiers pour autant que celui-ci dispose d'un délai de dix jours ouvrables avant la date habituelle du paiement, que la qualité d'enfant à charge soit établie conformément au formulaire et à un des modes de preuves prévus à l'article 1409quater du Code judiciaire, et que le cédant déclare sur l'honneur que l'enfant ne dispose pas

## 14. DECHEANCE DU TERME - RESOLUTION DU CONTRAT

14.1. Sans préjudice de l'article 60 ter de la Loi, les dépassements du montant de l'ouverture de crédit sont interdits. S'il s'en produit néanmoins, la Banque vous invite à rembourser immédiatement le montant du dépassement, sans mise en demeure préalable. La Banque calculera un intérêt de retard sur le montant du dépassement et appliquera une pénalité pour autant que votre compte ne présente pas de retard de paiement à ce moment-là. Si votre paiement n'est pas effectué au plus tard à la date limite figurant sur votre relevé de compte ou si le montant minimum à payer n'est pas respecté, un intérêt de retard sera calculé sur la partie en capital du montant minimum dû. Le taux d'intérêt de retard équivalent au taux débiteur appliqué, majoré d'un coefficient de 10%. Comme le taux débiteur, le taux d'intérêt de retard est variable, à la hausse comme à la baisse.

14.2. Les rappels adressés valent mise en demeure par la Banque et sont facturés 7,50 EUR par lettre de rappel, à concurrence d'un envoi par mois maximum, majorés des frais postaux.

14.3. Dans le cas où votre compte présente un défaut de paiement d'au moins deux échéances du montant minimum mensuel à rembourser (comme indiqué sur le relevé de compte) ou d'au moins 20% du montant total à rembourser, ou encore si votre compte présente un dépassement du montant de l'ouverture de crédit, et que le retard et le dépassement ne sont pas régularisés un mois après le dépôt à la poste d'une lettre recommandée contenant mise en demeure, votre contrat d'ouverture de crédit sera dénoncé de plein droit.

La déchéance du terme et la résolution du contrat entraînent les conséquences suivantes :

a) l'obligation de rembourser en une seule fois le solde restant dû et le coût total du crédit échu et impayé, majorés des intérêts de retard sur le solde restant dû et des frais convenus;

b) l'obligation du paiement d'une indemnité forfaitaire de 10% sur la tranche de solde restant dû jusqu'à 7.500 EUR et de 5% sur la tranche supérieure à 7.500 EUR, au moment de la déchéance du terme ou de la résolution du contrat;

c) l'obligation du paiement des frais de justice (y compris les frais d'exécution forcée) d'un jugement portant condamnation en tant que débiteur en vertu de la convention;

d) la signalisation de votre défaillance de paiement à la Centrale des Crédits aux Particuliers (contrat régi par la Loi) ou au Fichier ENR (contrat non régi) (voir rubrique "FICHIERS CONSULTÉS").

En cas de résolution du contrat ou de déchéance du terme, chaque paiement s'impute d'abord sur le coût total du crédit et le solde restant dû, ensuite sur les intérêts de retard, l'indemnité forfaitaire et les frais convenus. Si vous possédez auprès de la Banque des avoirs, en compte ou d'une autre manière, ceux-ci peuvent être compensés et ce, à tout moment, avec toutes les dettes découlant du présent contrat.

Si, par sa faute ou sa négligence, la Banque enclenche l'une ou l'autre des conséquences de la déchéance du terme ou de la résolution du contrat, elle vous sera redevable d'une indemnité. Cette pénalité à caractère indemnitaire n'est payable qu'une seule fois. Son montant est forfaitairement fixé à 10% sur la tranche jusqu'à 7.500 EUR et 5% sur la tranche supérieure à 7.500 EUR, calculé sur le montant disponible de votre ouverture de crédit au moment de la faute ou de la négligence de la Banque. Cette indemnité sera servie en premier par voie de compensation avec la créance de la Banque à votre égard. A l'égal du consommateur (art. 90 de la Loi), la Banque peut solliciter du juge la réduction de l'indemnité quand elle paraît excessive ou injustifiée.

## 15. CARTE PERDUE OU VOLEE

Vous avez l'obligation d'utiliser votre carte conformément aux présentes conditions générales.

Dès réception de votre carte, vous devez prendre toutes les mesures raisonnables afin de préserver sa sécurité et ses dispositifs de sécurité personnalisés. Dès que vous avez connaissance de la perte, du vol ou de l'utilisation frauduleuse, vous devez en informer immédiatement la Banque, en contactant CitIPhone (tél. : 02/774.55.55), même de l'étranger. La Banque prend en charge le coût de cet appel téléphonique. Votre carte est alors bloquée. Si la Banque vous y invite, vous devrez également confirmer par écrit à la Banque le vol, la perte ou l'utilisation frauduleuse et produire le procès-verbal de déclaration à la police. Si vous retrouvez la carte perdue ou volée, vous devez la renvoyer à la Banque, coupée en deux pour annulation.

Avant la notification des faits, vous êtes responsable à concurrence d'un maximum de 150 EUR des conséquences de l'utilisation consécutive à la perte ou au vol de la carte, ainsi que de l'utilisation illégitime de la carte si vous n'êtes pas parvenu à préserver la sécurité des dispositifs de sécurité personnalisés ; cette limitation n'est pas d'application si vous avez agi frauduleusement ou n'avez pas satisfait, intentionnellement ou à la suite d'une négligence grave, à une ou plusieurs de vos obligations en vertu de cette convention. Sont notamment considérés comme négligences graves :

- indiquer son code secret, sous une forme aisément reconnaissable, sur la carte ou sur un objet ou un document conservé avec la carte ;

- ne pas signaler immédiatement la perte ou le vol dès sa constatation.

Sauf si vous avez agi frauduleusement ou délibérément, votre responsabilité n'est pas engagée si la carte a été utilisée sans présentation physique et sans identification électronique ou si elle a été copiée par un tiers ou a été indûment utilisée alors que vous étiez en possession de la carte.

Les conséquences des utilisations postérieures à la notification sont à charge de la Banque, sauf si vous avez agi frauduleusement. Vous restez néanmoins toujours tenus de collaborer avec la Banque et/ou les autorités en cas d'usage frauduleux de la carte.

## 16. BLOCAGE DE VOTRE CARTE

La Banque a le droit de bloquer votre carte ou certaines fonctionnalités de votre carte pour des raisons objectivement motivées ayant trait à la sécurité de la carte, à la prescription d'une utilisation non autorisée ou frauduleuse de la carte ou au risque sensiblement accru que vous soyeiz dans l'incapacité de vous acquitter de votre obligation de paiement. La Banque vous informe du blocage, à moins que cette information ne soit contrecarrée par des raisons de sécurité objectivement motivées ou soit interdite en vertu d'une autre législation applicable.

## 17. CESSION DE DROITS

La Banque se réserve le droit de céder en tout ou en partie ses droits ou de subroger un tiers dans tout ou partie desdits droits (art. 14, § 2, 12º, sans préjudice de l'application des articles 25 à 27 de la Loi). La Banque peut déléguer de la même manière des débiteurs au règlement d'engagements qui lui sont propres envers un créancier délégataire.

## 18. RESILIATION DU CONTRAT

Le présent contrat est concu pour une durée indéterminée. Chacune des parties a le droit d'y mettre fin moyennant préavis de trois mois signifié par lettre recommandée à la poste. Le délai de trois mois commence à courir le premier jour du mois qui suit celui au cours duquel la lettre recommandée de résiliation a été déposée à la poste. A l'expiration de ce délai, le capital échu et impayé, le montant du coût total du crédit échu et impayé ainsi que les frais convenus doivent avoir été remboursés. Si tel n'est pas le cas, vous serez en outre tenu, trois mois après le dépôt à la poste d'une lettre recommandée, de payer les intérêts de retard sur le capital échu et impayé depuis la date de résiliation de l'ouverture de crédit et une indemnité forfaitaire de 10% sur la tranche de capital restant dû jusqu'à 7.500 EUR et de 5% sur la tranche supérieure à 7.500 EUR au moment de l'expiration de ce délai de 3 mois. En cas de résiliation du contrat, la (les) carte(s) doit(doivent) être renvoyé(e)s à la Banque, coupée(s) en deux et par lettre recommandée, pour éviter toute utilisation abusive.

## 19. CONDITIONS GENERALES LEGALEMENT REGLEMENTEES

***19.1."Le consommateur ne peut signer ni lettres de change ni billets à ordre pour promettre ou garantir le paiement de ses engagements résultant du contrat de crédit. Il ne peut pas non plus signer de chèques pour garantir ses engagements nés d'un contrat de crédit. "**(art.14, § 3, 2º de la Loi).*

***19.2."A l'exception du taux débiteur et des frais déterminés expressément dans le contrat, il ne peut être exigé aucun frais, ni aucune rétribution à l'exclusion des indemnités convenues en cas d'inexécution du contrat."**(art. 58, § 2, 5º de la Loi).*

***19.3."Si le contrat de crédit contient une clause de réserve de propriété, il doit reproduire le texte de l'article 491 du Code pénal. Si ce texte n'est pas reproduit dans le contrat, la clause est réputée non écrite. "**(art. 14, § 3, 4º de la Loi).*

19.4. Ce contrat fait l'objet d'un enregistrement dans la Centrale des Crédits aux Particuliers de la Banque Nationale de Belgique conformément à l'article 3, § 11º et 2º, de la Loi du 10 août 2001 relative à la Centrale des Crédits aux Particuliers. Cet enregistrement a pour but de lutter contre le surendettement du consommateur en fournissant aux prêteurs des informations concernant les crédits en cours et les éventuels défauts de paiement. Vous avez accès sans frais aux données enregistrées à votre nom dans la Centrale et vous pouvez demander sans frais la rectification ou la suppression des données erronées. Délais de conservation des données : 3 mois et 8 jours ouvrables après la date de la fin du contrat de crédit et, le cas échéant, 2 jours ouvrables après le remboursement du montant dû en cas de remboursement anticipatif du contrat de crédit ou en cas de résiliation du contrat d'ouverture de crédit.

19.5. Vous avez le droit de renoncer au contrat de crédit régi par la Loi pendant un délai de 14 jours calendrier à dater du jour où le contrat est conclu. A cette fin, vous devez notifier votre décision à la Banque par lettre recommandée à la poste envoyée à Citibank Belgium S.A., Service Clientèle, Bld Général Jacques 263 g à 1050 Bruxelles dans le délai précité et restituer simultanément le montant total prélevé par versement sur le compte. Lorsque ces deux conditions auront été remplies, la Banque vous communiquera, le cas échéant, le montant des intérêts dus pour la période de prélèvement de crédit, calculés au taux débiteur convenu, ainsi que le mode de paiement, à l'exclusion de toute autre indemnité. Dès paiement de ces intérêts, le contrat de crédit sera résolu et sa résolution entraînera de plein droit la résolution des contrats annexes renseignés dans le contrat ainsi que, le cas échéant, du (des) contrat(s) d'assurance visant à garantir le remboursement du crédit.

## 20. INEXECUTION DU CONTRAT PAR LA BANQUE

Sous réserve de ce qui est prévu à la rubrique "BLOCAGE DE VOTRE CARTE", est considérée comme inexécution du contrat par la Banque : le fait que la Banque empêche délibérément les prélèvements dans les limites de l'ouverture de crédit octroyée et du plafond d'utilisation éventuellement convenu, ou que la Banque vous rend, par son fait ou sa négligence, l'accès au compte impossible, par exemple en ne renouvelant pas en temps utile votre carte. Dans ces cas, la Banque vous sera redevable d'une indemnité égale à l'intérêt débiteur contractuel, appliqué au montant disponible de l'ouverture de crédit octroyée ou au plafond d'utilisation auxquels vous n'avez pu avoir accès. Elle sera servie, en premier, par voie de compensation avec la créance de la Banque à votre égard.

## 21. TRAITEMENT DES PLAINTES

Pour les plaintes éventuelles, vous devez vous adresser en premier lieu à la Banque, Citibank Belgium SA, Service Clientèle, Boulevard Général Jacques 263g, 1050 Bruxelles (tél.02/626.64.63 - fax 02/626.64.28 - email: [ombudsman.citibankbelgium@ctfi.com](mailto:ombudsman.citibankbelgium@ctfi.com)). La Banque vous envoie un accusé de réception dans les 5 jours ouvrables. Pour autant que la plainte soit complète et précise, la Banque s'efforce d'y répondre dans le mois suivant sa réception. Si la Banque ne peut répondre à la plainte dans le mois, elle vous en informe en indiquant le délai dans lequel une réponse peut être attendue. Si vous n'êtes pas satisfait de la réponse de la Banque, vous pouvez faire appel au Service de Médiation des Banques - Crédit - Placements, rue Belliard 15-17, boîte 8, 1040 Bruxelles (tél. 02/545.77.70 - fax 02/545.77.79 - email: [Ombudsman@OmbFin.be](mailto:Ombudsman@OmbFin.be)). Les avis émis par le Service de Médiation ne sont pas contraignants. La procédure se déroule entièrement par écrit. Le recours au Service de Médiation est gratuit.

## 22. NOMBRE D'EXEMPLAIRES DU CONTRAT

- un exemplaire destiné à la Banque après signature du consommateur;

- un exemplaire destiné au consommateur;

- le cas échéant un exemplaire pour l'intermédiaire de crédit.

de revenus d'un montant supérieur à celui déterminé par le Roi ou que ses revenus ont fait l'objet d'une déclaration fiscale commune.

**§ 3.** Toute contestation est soumise par le cessionnaire ou le cédant au juge de paix par simple déclaration écrite déposée ou adressée au greffe. Le cessionnaire et le cédant sont convoqués par pli judiciaire à l'audience fixée devant le juge. Le débiteur cédé est informé, par pli judiciaire, de l'incident avec obligation pour lui, dès l'échéance suivante de paiement, sauf en cas d'opposition du cédant sur la base de l'art.29, alinéa 3, de rendre indisponible entre ses mains le montant de la majoration appliquée et donnant lieu à contestation. Sans préjudice d'un accord entre le cédant et le cessionnaire, cet effet d'indisponibilité se prolonge jusqu'à la notification de la décision sur la contestation. Le juge statue toutes affaires cessantes. Sa décision n'est susceptible ni d'opposition, ni d'appel. Elle est immédiatement notifiée par pli judiciaire au cessionnaire, au cédant et au débiteur cédé. Si la majoration n'a pas été appliquée par le débiteur-cédé, la décision qui reconnaît la qualité d'enfant à charge porte effet dès le mois suivant sa réception par celui-ci pour autant qu'il dispose d'un délai de dix jours ouvrables avant la date habituelle du paiement. Si la majoration a été appliquée par le débiteur cédé et rendue indisponible entre ses mains conformément à l'alinéa 2, le montant de la majoration rendu indisponible est versé selon le cas au cédant ou au cessionnaire. En cas de procédure de recouvrement à laquelle sont associés dès l'origine ou en cours de procédure plusieurs créanciers, la décision est réputée contradictoire à l'égard de tous les créanciers.

**§ 4.** En cas de changement de circonstances, la majoration pour enfant à charge est adaptée conformément aux paragraphes 2 et 3. Si le cédant a bénéficié fauivement et indûment de la majoration, les montants qui y correspondent sont, sur la base d'une décision rendue conformément au paragraphe 3 du présent article, réintégrés, sans aucune limitation, dans la quotité cessible, sans préjudice de la mise en œuvre de toute autre mesure de recouvrement.

**Art. 32** - Lorsque l'engagement du cédant prend fin avant que le prélèvement de la somme cédée n'atteigne le montant de la cession validée par le juge de paix, le débiteur cédé transmet au cessionnaire la notification visée à l'article 31, alinéa 2, en indiquant le total des sommes prélevées. La validation conserve ses effets et la cession peut être exécutée par tout nouvel employeur à concurrence du montant initial de la cession, diminuée des sommes déjà prélevées, pour autant que le cessionnaire informe le nouvel employeur, par lettre recommandée à la poste, de la décision de validation du juge de paix et du relevé des sommes déjà prélevées.

# OVEREENKOMST VAN KREDIETOPENING VERBONDEN AAN EEN CITIBANK KREDIETKAART - ALGEMENE VOORWAARDEN

## 1. BEPALINGEN

- Onder **“de Wet”**, wordt verstaan de wet van 12/06/91 op het consumentenkrediet, zoals desgevallend later gewijzigd, wanneer ze van toepassing is.

- Onder **“de Bank”**, wordt verstaan Citibank Belgium NV, Generaal Jacqueslaan 263g, 1050 Brussel.

- Onder **“consument”**, wordt verstaan iedere natuurlijke persoon of groep van natuurlijke personen die zich in deze overeenkomst verbinden voor andere dan beroepsdoeleinden teneinde er rechtstreeks het voordeel van te genieten.

## 2. AFSLUITEN VAN DE KREDIETOPENING

De overeenkomst dient door alle partijen te worden ondertekend binnen de 20 kalenderdagen volgend op de dag van de raadpleging van de Centrale voor Kredieten aan Particulieren en moet samen met alle gevraagde bewijstukken worden teruggestuurd aan de Bank; bij gebreke hieraan is het voorstel nietig en moet een nieuwe raadpleging gebeuren en een nieuwe overeenkomst opgesteld worden volgens de voorwaarden in voege op die datum. Deze overeenkomst is onderworpen aan het Belgisch recht.

## 3. GERAADPLEEGDE GEGEVENSBESTANDEN

- Centrale voor Kredieten aan Particulieren van de Nationale Bank van België, de Berlaïmontlaan 14, 1000 Brussel.
- Bestand van de niet-gereguleermteerde registraties (ENR), Nationale Bank van België, de Berlaïmontlaan, 14, 1000 Brussel.
- Gegevensbestand van de Bank.

## 4. ALGEMENE VOORWAARDEN

Het gebruik van uw kaart houdt de aanvaarding van deze algemene voorwaarden in. Tenzij indien dit strijdig zou zijn met de bepalingen van de Wet, behoudt de Bank zich het recht voor eenzijdig wijzigingen aan te brengen aan deze algemene voorwaarden. In dit geval wordt u hiervan schriftelijk of door middel van een duurzame gegevensdrager op de hoogte gesteld, ten minste twee maanden voor het ingaan van deze wijziging. Indien het gaat om een wijziging van de debetrente die het gevolg is van een aanpassing van het wettelijk maximale Jaarlijkse Kostenpercentage, dan volstaat het dat de Bank u deze wijziging onmiddellijk vooraf ter kennis brengt. Behoudens wat is vermeld onder de rubriek "OPZEGGING VAN DE OVEREENKOMST" heeft u in dat geval de mogelijkheid om de overeenkomst zonder kosten op te zeggen tot op het ogenblik waarop de wijziging ingaat. Zonder tegebericht wordt u geacht de gewijzigde voorwaarden te hebben aanvaard.

## 5. DOEL VAN DE KREDIETOPENING - GEBRUIK VAN UW KAART

Deze kredietopening heeft tot doel u een koopkracht te verschaffen die overeenstemt met het bedrag van de kredietopening en is hernieuwbaar in functie van de gedane terugbetalingen, ten belope van het bedrag aangemeld op het maandelijke rekeninguitreksel. Teneinde tot een verantwoord kredietgebruik aan te zetten, kan de Bank niertemin gebruikslimieten instellen voor bepaalde types van verrichtingen of specifieke categorieën van haar cliënteel; u wordt steeds vooraf van deze limieten op de hoogte gebracht.

Uw kaart kan worden gebruikt als betaalinstrument of als kredietkaart :

- als u uw kaart als betaalinstrument gebruikt, betaalt u bij ontvangst van uw rekeninguitreksel, de totale som van uw uitgaven voor de datum erop vermeld; er wordt u dan geen enkele interest aangerekend;

- als u uw kaart als kredietkaart gebruikt, betaalt u voor de datum die op uw rekeninguitreksel wordt vermeld, minstens 5% van het totale verschuldigde bedrag (met uitzondering van de jaarlijkse bijdrage), met een minimum van 25 EUR (behalve wanneer het totale verschuldigde bedrag minder dan 25 EUR bedraagt) vermeerderd met de jaarlijkse bijdrage evenals elk ander bijkomend bedrag, in voorkomend geval oveeregekomen in het kader van een bijzonder terugbetalingsplan. In dit geval wordt, in verhouding tot de verstreken termijn, een debetinterrest aangerekend op het verschuldigde saldo en op de nieuwe uitgaven uitgevoerd in de periode tussen twee opeenvolgende rekeninguittreksels. De debetrente is veranderlijk. Haar actuele niveau wordt vermeld in de "Financiële gegevens" van deze overeenkomst.

Alle verrichtingen met de kaart, alle terugbetalingen, evenals elke aanrekening van debetinteressen en kosten worden op deze rekening geboekt.

Indien u verhuist, dient u de Bank onverwijld schriftelijk op de hoogte te stellen van uw nieuwe adres, zodat u uw rekeninguittreksels steeds tijdig blijft ontvangen. Bij gebrek aan een dergelijke kennisgeving moet u hiervan zelf de financiële gevolgen dragen. U geeft de Bank bovendien de toestemming om van de huidige overeenkomst gebruik te maken om onbepakt navraag te doen naar uw adres bij de bevoegde administratie, indien u uw verplichtingen niet nakomt.

## 6. VERWERKING VAN PERSOONSGEGEVENS

U geeft de Bank de toestemming om u persoonsgegevens (“gegevens”) te verwerken in overeenstemming met de in dit artikel bepaalde principes. U neemt er kennis van dat de Bank uw gegevens ook kan laten verwerken buiten de Europese Unie. Dit doet de Bank uitsluitend voor de doelstellingen die in dit artikel worden beschreven, en middels een overeenkomst die is opgesteld conform de normen van de Europese Commissie. De Bank zal uw gegevens verwerken in overeenstemming met de Belgische Wet van 8 december 1992 tot bescherming van de persoonlijke levenssfeer. De Bank kan uw gegevens enkel verwerken voor het toestaan en het beheer van producten en diensten, om uw kredietwaardigheid te beoordelen, om u producten en diensten aan te bieden, voor het voorkomen en bestrijden van bedrog door klanten of aangestelden van de Bank, voor het maken van statistieken en het uitvoeren van tests, in het kader van de wetgeving tegen witwassen en terrorisme, of om te voldoen aan andere wettelijke verplichtingen. Alleen wie dit nodig heeft voor het uitvoeren van zijn/haar job, krijgt toegang tot de gegevens. De Bank kan uw gegevens meedelen aan andere vennootschappen van Citî, of aan andere dienstverleners. Daarbij dwingt de Bank uitdrukkelijke waarborgen af voor de bescherming van uw gegevens. De Bank meldt verwerkingen van persoonsgegevens aan de Commissie voor de Bescherming van de Persoonlijke Levenssfeer. U kan op elk moment een uitreksel opvragen van uw gegevens in het bestand van de Bank, en deze zo nodig laten verbeteren. Hiertoe dient u enkel een brief met een recto-verso kopie van uw identiteitskaart te richten aan Citibank Belgium NV, Verantwoordelijke van de verwerking, Generaal Jacqueslaan 263g, 1050 Brussel. Op elk ogenblik kan u zich verzetten tegen de verwerking van uw gegevens voor promotiedoeleinden. Dit kan u gewoon vragen in de kantoren en agentschappen, of per brief aan de afdeling Marketing van de Bank.

## 7. JAARLIJKE BIJDRAGE - GELDIGHEID EN HERNIEUWING VAN UW KAART

Uw eerste jaarlijkse bijdrage zal op uw eerste rekeninguitreksel worden gefactureerd, behoudens promotionele aanbiedingen. Die bijdrage dekt de kosten voor het gebruik van uw kaart gedurende twaalf maanden te rekenen vanaf uw eerste rekeninguitreksel. Zonder nieuw gebruik van uw kaart, zal enkel uw eerste bijdrage worden gefactureerd. Gedurende de volgende jaren, zal uw jaarlijkse bijdrage worden gefactureerd op het maandelijke rekeninguitreksel volgend op het eerste gebruik van uw kaart gedurende een periode van 12 maanden tussen twee verjaardagen van uw eerste rekeninguitreksel (hierna een “boekjaar”) en de bovenvermelde kosten dekken tot op het einde van dat boekjaar. Daaruit volgt dat, indien u uw kaart gedurende één boekjaar niet gebruikt, elke enkele bijdrage zal worden aangerekend voor dat boekjaar. De kaart is geldig tot de laatste dag van de maand en het jaar die erop vermeld zijn. De Bank zal u niet ongevaarwd een kaart toesturen, behalve in het geval van vervanging van bestaande kaarten. Op de vervaldatum wordt automatisch een nieuwe kaart aan u toegestuurd voor zover u steeds uw financiële verbintensissen bent nagekomen. De Bank is verantwoordelijk voor de verzending van de kaart tot op het moment van ontvangst ervan door de houder van de kaart. Veiligheidshalve moet u bij ontvangst van de nieuwe kaart, de oude kaart onmiddellijk vernietigen.

## 8. UW CITIBANK-KREDIETKAART

Uw kaart is een persoonlijke kaart. U dient deze onmiddellijk na ontvangst te tekenen. Vertrouw uw kaart nooit aan anderen toe. Ze dient voor de aankoop van goederen en diensten zonder contante betaling bij aangesloten handelaars. Ook kunt u met de kaart contant geld afhalen aan geldautomaten, overschrijvingsopdrachten uitvoeren of speciën opvragen in banken waar het embleem van uw kaart uithangt. De kosten aangerekend voor geldopvragingen bedragen 4,9€ EUR per transactie, behalve indien uw rekening een creditsaldo vertoont tenminste gelijk aan het bedrag van de geldopvraging.

## 9. UW GEHEIME CODE

In de maand die volgt op de verzending van uw kaart, ontvangt u een geheime code in een gesloten omslag. U mag als enige uw code kennen ! De Bank kent uw code niet. Leer de code uit het hoofd. Hij vervangt uw handtekening bij elektronisch betalingsverkeer en vormt het bewijs van uw akkoord. Neem alle noodzakelijke voorzorgsmaatregelen om ervoor te zorgen dat niemand anders dan uzelf uw geheime code kan gebruiken. Mocht u uw geheime code vergeten zijn, bel dan de Klantendienst (02/774.55.55); er wordt u dan een nieuwe code toegestuurd naar uw adres.

## 10. BIJKOMENDE KAARTEN

Een persoon naar uw keuze kan, na wederzijds akkoord, een bijkomende kaart verkrijgen. De onderhavige algemene voorwaarden zijn op die kaart van toepassing, behoudens wat de betaling van de ermee uitgevoerde uitgaven betreft. U blijft als enige verantwoordelijk voor de betaling van de maandelijke rekeninguittreksels. Om u de mogelijkheid te geven de controle in handen te houden, worden de met de bijkomende kaart uitgevoerde uitgaven in detail op uw persoonlijk rekeninguitreksel vermeld. Alle briefwisseling in verband met de bijkomende kaart wordt verstuurd naar uw adres. De bijkomende kaart kan te allen tijde op uw verzoek, op bezoek van de bezitter of (als de hoofdkart wordt geannuleerd) door de Bank worden geannuleerd.. In dat geval dient zij in tweeën geknipt per aangetekend schrijven te worden teruggestuurd aan de Bank teneinde elk onrechtmatig gebruik te voorkomen. Zolang de Bank de kaart niet ontvangen heeft, blijft u verantwoordelijk voor de transacties die met behulp van deze kaart werden verricht.

## 11. BEDRAG VAN UW KREDIETOPENING - UW GEBRUIKSLIMIET

Het bedrag van uw kredietopening op het ogenblik van de afsluiting van uw overeenkomst is vermeld onder de rubriek "Financiële gegevens". Als hoofdkarthouder kunt u de gebruikslimieten vermeld in de rubriek "DOEL VAN DE KREDIETOPENING - GEBRUIK VAN UW KAART" wijzigen conform de door de Bank vastgestelde bepalingen en voorwaarden.

## 12. CONTROLE VAN DE UITGAVEN

Altovrens u aankoopnota's te ondertekenen of uw geheime code in te voeren, controleer of de datum en het verschuldigde bedrag exact zijn. In geval van onenigheid met de handelaar kan de Bank niet aansprakelijk worden gesteld. U moet het geschil dan rechtstreeks met hem oplossen. Gelieve uw rekeninguitreksel aandachtig na te kijken. U kunt aan de Bank (telefonisch, per fax of per post) vragen om een overschrijvingsopdracht uit te voeren binnen het beschikbare saldo van uw rekening, voor zover u identiteit door de Bank kan worden geverifieerd en uw opdracht conform is met de voorwaarden die door de Bank worden meegegeeld. U draagt echter alle gevolgen (bedrog of vergissingen) verbonden aan deze vorm van opdrachten, behoudens bedrog of grove nalatigheid in hoofde van de Bank. De Bank kan niet aansprakelijk worden gesteld voor verträgenen, vergissingen of vergetelheden bij de verzending van faxen of brieven, of voor een verkeerde interpretatie van hun inhoud. U dient de Bank op de hoogte te stellen zodra u weet heeft van elke debitering van uw rekening en van elke transactie die is uitgevoerd zonder uw toestemming, evenals van elke fout of elke onregelmatigheid op uw rekeninguitreksel. Elke betwisting dient aan de Bank onverwijld te worden gemeld en uiterlijk dertien maanden na de datum van de verrichting. Indien u de betwisting niet binnen de twee maanden na de datum van de verrichting aan de Bank ter kennis brengt, geldt het vermoeden dat u de betwisting niet tijdig hebt gemeld, tot bewijs van het tegendeel. Met uw toestemming verrichte transacties zijn onherroepelijk, tenzij indien de verrichting werd geïnitieerd door de handelaar en u het bedrag op het ogenblik van de verrichting niet kende en dit bedrag niet in verhouding staat tot wat u redelijkerwijs kon verwachten.

## 13. REKENINGUITREKSEL

Maandelijks stelt de Bank een rekeninguitreksel op, behalve indien er geen enkele beweging op uw rekening heeft plaatsgevonden en u saldo op nul staat. Dit uitreksel wordt naar uw adres gestuurd en/of is op Internet beschikbaar. Het vermeldt onder meer uw uitgaven die in de loop van de maand werden gefactureerd, samen met die van de eventuele bijkomende kaart(en), de terugbetalingen, het te betalen minimumbedrag, de verschuldigde interesten en kosten (art.59 van de Wet). Transacties in buitenlandse valuta worden zowel in EUR als in de buitenlandse valuta aangegeven. De omrekening in EUR gebeurt op basis van de wisselkoers van Visa of MasterCard die geldt op de dag waarop de transacties door de Bank worden verwerkt, vermeerderd met een percentage vermeld in de gebruiksvoorwaarden. De valutadatum van de transacties vermeld op uw maandelijke rekeninguitreksel, is gelijk aan de transactiedatum, maar is nooit ouder dan de datum van uw vorige rekeninguitreksel. De valutadatum van terugbetalingen is gelijk aan de transactiedatum zoals doorgegeven door de verrekkenamer. Indien u een kopie wenst van een rekeninguitreksel ouder dan 6 maanden te rekenen vanaf uw aanvraag, zal een bedrag van 12,40 EUR per uitreksel worden aangerekend.

## 14. VERVALLENVERKLARING VAN DE TERMIJN - ONTBINDING VAN DE OVEREENKOMST

14.1. Onverminderd het bepaalde in artikel 60 ter van de Wet, zijn overschrijdingen van het bedrag van uw kredietopening verboden. Mocht dit zich toch voordoen, dan zoekt de Bank u het bedrag van de overschrijding zonder verwijf terug te betalen, zonder een ingebrekestelling van onzezwe af te wachten. De Bank zal een nalatigheidsinterest berekenen op het bedrag van overschrijding en een strafbeding toepassen voor zover uw rekening op dat ogenblik geen betalingsachterstand vertoort. Indien uw betaling niet is verricht uiterlijk op de datum die op uw rekeninguitreksel is vermeld of als het te betalen minimumbedrag niet wordt gerespecteerd, zal een nalatigheidsinterest worden berekend op het kapitaalsgeedeelte van het verschuldigde minimumbedrag. De nalatigheidsinterestvoet is gelijk aan de gehanteerde debetrente, vermeerderd met een coëfficiënt van 10%. Zoals de debetrente is de nalatigheidsinterestvoet veranderlijk, zowel naar boven als naar onder.

14.2. De herinneringsbrieven gelden als ingebrekestelling door de Bank en worden gefactureerd aan 7,50 EUR per herinneringsbrief, ten belope van maximaal één verzending per maand, vermeerderd met de verzendingskosten.

14.3. Ingeval uw rekening een achterstand vertoont van minstens twee maandelijke minimumbetalingen (zoals vermeld op het rekeninguitreksel) of een achterstand minstens gelijk aan 20% van het totale verschuldigde bedrag, of indien u het bedrag van uw kredietopening overschrijdt, en de achterstand en de overschrijding niet aanzuiverf binnen één maand na afgifte bij de post van een aangetekende brief met ingebrekestelling, zal uw overeenkomst van kredietopening van rechtswege worden ontbonden.

De vervallenverklaring van de termijn en de ontbinding van de overeenkomst hebben volgende gevolgen :

a) verplichting het nog verschuldigde saldo en de totale vervallen en onbetaalde kosten van het krediet ineens terug te betalen, vermeerderd met de nalatigheidsinteresten op het nog verschuldigde saldo en de overeengekomen kosten;
b) verplichting tot betaling van een forfaitaire schadevergoeding ten belope van 10% op het gedeelte van het, op het moment van vervallenverklaring van de termijn of van ontbinding van de overeenkomst, nog verschuldigde saldo tot 7.500 EUR en 5% op het gedeelte boven 7.500 EUR;
c) verplichting tot betaling van de gerechtskosten (met inbegrip van de kosten van gedwongen uitvoering) van een vonnis houdende veroordeling als schuldenaar op grond van de overeenkomst;

d) mededeling van uw wanbetaling aan de Centrale voor Kredieten aan de Particulieren (krediet gereglemeerteerd door de Wet) of aan het Bestand ENR (krediet niet-gereglemeerteerd door de Wet) (zie rubriek "GERAADPLEEGDE GEGEVENSBESTANDEN").

In geval van ontbinding van de overeenkomst of van vervallenverklaring van de afbetalingstermijn, zal elke betaling voorreest worden toegerekend op de totale kost van het krediet en het nog verschuldigde saldo, vervolgens op de nalatigheidsinteresten, de forfaitaire schadevergoeding en de overeengekomen kosten. Indien u ten opzichte van de Bank beschikt over tegoeden, op rekening of op een andere wijze, kunnen deze op elk ogenblik worden gecompenseerd met alle schulden die voortvloeien uit deze overeenkomst.

Indien de Bank, door haar fout of door haar onachtzaamheid, het één of andere gevolg tweevlembrengt van de vervallenverklaring van de termijn of ontbinding van de overeenkomst, zal zij u een schadevergoeding moeten betalen. Deze boete is een vergoeding die slechts eenmalig betaalbaar is. Het bedrag van deze boete is forfaitair bepaald op 10% voor het gedeelte tot 7.500 EUR en 5 % voor het gedeelte boven 7.500 EUR, berekend op het openstaande bedrag van uw kredietopening op het ogenblik van de fout of onachtzaamheid van de Bank. Deze vergoeding zal in de eerste plaats worden afgetrokken, bij wijze van schuldvergelijking, van de schuld die u nog heeft ten opzichte van de Bank. Net zoals de consument (art. 90 van de Wet), mag de Bank aan de rechter een vermindering van de vergoeding vragen, indien deze buitensporig of onverantwoord is.

## 15. VERLIES OF DIEFSTAL VAN DE KAART

Indien de kaart te gebruiken conform deze algemene voorwaarden. Zodra u de kaart ontvangt, dient u alle redelijke maatregelen te nemen om haar veiligheid en gepersonaliseerde veiligheidskenmerken te waarborgen. Van zodra u kennis heeft van verlies, diefstal of bedrieglijk gebruik moet u dit onmiddellijk melden aan de Bank, door CitiPhone te bellen op het nummer 02/774.55.55, zelfs aluf het buitenland. De Bank neemt de kosten van het telefoongesprek voor haar rekening. Uw kaart wordt dan geblokkeerd. Indien de Bank u hierom verzoekt, dient u de melding van verlies, diefstal of bedrieglijk gebruik schriftelijk te bevestigen en een proces-verbaal van aangifte bij de politie voor te leggen. Indien u een verlorer of gestolen kaart terugvindt, dient u deze in tweeën geknipt aan de Bank terug te sturen voor annulatie.

**Voor de melding van de feiten** bent u aansprakelijk ten belope van een maximumbedrag van 150 EUR voor de gevolgen van het gebruik ingevolge het verlies of de diefstal van de kaart, evenals voor het onrechtmatig gebruik van de kaart, indien u heeft nagelaten de veiligheid van haar gepersonaliseerde veiligheidskenmerken te waarborgen; deze beperking geldt niet als u bedrieglijk hebt gehandeld, dan wel opzettelijk of met grove nalatigheid één of meer van uw verplichtingen krachtens deze overeenkomst niet bent nagekomen.

Als grove nalatigheid onder meer beschouwd :

- de geheime code in een gemakkelijk herkenbare vorm noteren op de kaart of op een voorwerp of document dat in de nabijheid van de kaart wordt bewaard;
- diefstal of verlies niet onmiddellijk melden na vaststelling hiervan.

Tenzij indien u bedrieglijk of opzettelijk hebt gehandeld, wordt u niet aansprakelijk gesteld als de kaart is gebruikt zonder fysieke voorlegging en zonder elektronische identificatie, of indien ze werd nagemaakt door een derde of onrechtmatig werd gebruikt terwijl u in het bezit was van de kaart.

De gevolgen van **elk gebruik na de melding** zijn voor rekening van de Bank, tenzij u bedrieglijk hebt gehandeld.

U blijft er niettemin altijd toe gehouden opricht samen te werken met de Bank en/of de autoriteiten, in geval van bedrieglijk gebruik van de kaart.

## 16. BLOKKERING VAN UW KAART

De Bank heeft het recht om uw kaart of bepaalde functionaliteiten van uw kaart te blokkeren om objectief gerechtvaardigde redenen die verband houden met de veiligheid van de kaart, het vermoeden van niet-toegestaan of bedrieglijk gebruik of het aanzienlijk toegenomen risico dat u niet in staat bent uw betalingsplicht na te komen. De Bank stelt u van de blokkering op de hoogte, tenzij dit objectief gerechtvaardigde veiligheidsoverwegingen zou doorkruisen of verboden is krachtens andere toepasselijke wetgeving.

## 17. CESSIE VAN DE RECHTEN

De Bank behoudt zich het recht om geheel of gedeeltelijk afstand te doen van haar rechten en die over te dragen aan een derde (art. 14, § 2, 12°, ongeacht de toepassing van artikels 25 tot 27 van de Wet) of een derde geheel of in de plaats te stellen van genoemde rechten. De Bank mag op dezelfde manier zijn schuldenaars delegeren aan een schuldeiser-delegataris, tot aanzuivering van schulden die hem eigen zijn.

## 18. OPZEGGING VAN DE OVEREENKOMST

De huidige overeenkomst is afgesloten voor onbepaalde duur. Elk van beide partijen kan de overeenkomst van kredietopening opzeggen mits een vooropzeg van drie maanden betekend bij een ter post aangekende brief. De opzeggingstermijn begint te lopen vanaf de eerste dag van de maand volgend op de maand waarin de aangetekende opzeggingsbrief bij de post werd afgegeven. Bij het verstrijken van deze termijn dienen het vervallen en onbetaalde kapitaal, het bedrag van de vervallen en onbetaalde totale kosten van het krediet en de overeengekomen kosten te worden terugbetaald. Zoniet, zal u, drie maanden na vervalliging ter post van een aangekende brief, eveneens nalatigheidsinterresten worden verschuldigd op het vervallen en onbetaalde kapitaal vanaf de datum van de opzegging en een forfaitaire schadevergoeding van 10% op het gedeelte van het, op het moment van het verstrijken van deze termijn van drie maanden, onbetaalde kapitaal tot 7.500 EUR en van 5% op het gedeelte boven 7.500 EUR. In geval van beëindiging van de overeenkomst, dien(t)en de kaart(en) in tweeën geknipt per aangeekend schrijven aan de Bank te worden teruggestuurd teneinde elk onrechtmatig gebruik te voorkomen.

## 19. ALGEMENE WETTELIJK BEPAALDE VOORWAARDEN

***19.1.“De consument mag geen wisselbrieven of orderbrieves ondertekenen om de betaling te beloven of te waarborgen van zijn verbintenissen op grond van de kredietovereenkomst. Evenmin mag hij cheques uitschrijven ter warborg van zijn verbintenissen op grond van een kredietovereenkomst.” (art. 14, § 3, 2° van de Wet).***

***19.2.“Buiten de debetrente en de kosten die uitdrukkelijk in de overeenkomst zijn bepaald, mogen geen kosten noch vergoedingen worden geëist, de bedongen vergoedingen bij nietuitvoering van de overeenkomst uitgezonderd.” (art.58, § 2, 5° van de Wet).***

***19.3.“Indien de kredietovereenkomst een beding van eigendomsvoorbehoud bevat, moet de tekst van artikel 491 van het Strafwetboek erin voorkomen. Indien deze tekst niet in de overeenkomst opgenomen werd, wordt het beding voor niet geschreven gehouden.” (art. 14, § 3, 4° van de Wet).***

19.4. Deze overeenkomst maakt het voorwerp uit van registratie in de Centrale voor Kredieten aan Particulieren overeenkomstig artikel 3, § 1, 1° of 2°, van de wet van 10 augustus 2001 betreffende de Centrale voor Kredieten aan Particulieren. De registratie heeft tot doel de overmatige schuldenlast van de consument te bestrijden door aan de kredietgevers inlichtingen te verstrekken betreffende de reeds lopende kredieten en eventuele achterstallige betalingen. U heeft kosteloos toegang tot de op uw naam geregistreerde gegevens in de Centrale en kunt kosteloos de rechtzetting of de verwijdering van de verkeerde gegevens vragen. Bewaartermijnen van de gegevens : 3 maanden en 8 werkdagen na de datum van het einde van de kredietovereenkomst en in voorkomend geval, 2 werkdagen na de terugbetaling van het nog verschuldigde bedrag in geval van vervroegde beëindiging van de kredietovereenkomst of in geval van opzegging van de kredietopeningsovereenkomst.

19.5. U heeft het recht om af te zien van de kredietovereenkomst geregeld door de Wet binnen een termijn van 14 kalenderdagen vanaf de dag waarop de overeenkomst werd gesloten. Hiertoe zal u de Bank binnen voormelde termijn bij een ter post aangekende brief gericht aan Citibank Belgium NV, Klantendienst, Generaal Jacqueslaan 263g te 1050 Brussel, op de hoogte brengen van uw beslissing; u zal gehouden zijn om tegelijkertijd het totale opgenomen bedrag terug te betalen door de rekening. Indien aan deze twee voorwaarden is voldaan, zal de Bank u, in voorkomend geval, de voor de kredietopeningsperiode verschuldigde rente meedelen, berekend volgens de overeengekomen debetrentevoet, en de gewenste betalingswijze, met uitsluiting van enige andere vergoeding. Van zodra deze rente is betaald, zal de kredietovereenkomst ontbonden zijn en deze ontbinding zal van rechtswege de ontbinding met zich meebrengen van alle aangehechte overeenkomsten die vermeld zijn in de overeenkomst evenals, in voorkomend geval, van het (de) verzekeringscontract(en) afgesloten om de terugbetaling van het krediet te waarborgen.

## 20. NIET-UITVOERING VAN DE OVEREENKOMST DOOR DE BANK

Behoudens wat is vermeld onder de rubriek "BLOKKERING VAN UW KAART", wordt onder de niet-uitvoering van de overeenkomst door de Bank verstaan : het feit dat de Bank u niet opzet of opname van het krediet binnen de toegекende kredietopening en de eventueel overeengekomen gebruikslimiet verhindert, of dat de Bank, door nalatigheid of opzet, u de toegang tot uw rekening onmogelijk maakt, bijvoorbeeld door het niet tijdig hernieuwen van uw kaart. In deze gevallen is de Bank u een vergoeding verschuldigd die gelijk is aan de contractuele debetrente berekend op het beschikbare bedrag van de u toegekende kredietopening of gebruikslimiet, waartoe u de toegang werd ontzegd. Deze vergoeding zal, bij wijze van schuldvergelijking, in de eerste plaats worden afgetrokken van de schuld die u nog heeft ten opzichte van de Bank.

## 21. KLACHTENBEHANDELING

Voor eventuele klachten dient u eerst contact op te nemen met de Bank, d.w.z. Citibank Belgium NV, Klantendienst, Generaal Jacqueslaan 263g, 1050 Brussel (tel. 02/626.64.63 - fax 02/626.64.28 - e-mail: ombudsman.citibankbelgium@citi.com). De Bank stuurt u binnen de 5 werkdagen een bericht van ontvangst. Op voorwaarde dat de klacht volledig en duidelijk is, spant de Bank zich in om op de klacht te antwoorden binnen de maand nadat zij ze heeft ontvangen. Als de Bank de klacht niet binnen één maand kan beantwoorden, brengt zij u hiervan op de hoogte, met vermelding van de termijn binnen dewelke een antwoord kan worden verwacht. Als u niet akkoord gaat met het antwoord van de Bank, kunt u contact nemen met de Bemiddelingsdienst Banken-Krediet-Beleggingen, Belliardstraat 15-17, bus 8, 1040 Brussel (tel. 02/545.77.70 - fax 02/545.77.79 - e-mail: Ombudsman@OmbInBe). De Bemiddelingsdienst brengt een niet-bindend advies uit. De procedure verloopt volledig schriftelijk. Het beroep op de Bemiddelingsdienst is kosteloos.

## 22. AANTAL EXEMPLAREN VAN DE OVEREENKOMST

- een exemplaar bestemd voor de Bank na ondertekening door de consument;

- een exemplaar bestemd voor de consument;

- in voorkomend geval een exemplaar voor de kredietbemiddelaar.

### Overeenkomstig art. 27 van de wet van 12/04/1965 betreffende de bescherming van het loon der werknemers volgen hierna de artikelen 28 tot 32 van deze wet.

**Art. 28** - Bij gebreke van verzet door de overdrager overeenkomstig artikel 29 heeft de overdracht gevoel, nadat de overnemer: 1° aan de overdrager kennis heeft gegeven van zijn voornemen de overdracht uit te voeren; 2° aan de geedeerde schuldenaar een afschrift van de onder 1° bedoelde kennisgeving heeft gezonden; 3° na het verstrijken van de termijn van verzet, aan de geedeerde schuldenaar een eensluidend verklaard afschrift van de akte van overdracht heeft gezonden.

**Art.28 bis** - De aanzegging bedoeld in artikel 28, 1°, bevat, op straffe van nietigheid, het aangifteformulier voor kind ten laste, waarvan het model bepaald is door de Minister van Justitie.

**Art. 29** - Binnen tien dagen na de verzending van de in artikel 28, 1°, bedoelde kennisgeving kan de overdrager zich verzetten tegen het voornemen tot uitvoering van de overdracht, mits hij daarvan kennis geeft aan de geedeerde schuldenaar. Binnen vijf dagen na de verzending van de brief van de overdrager moet de geedeerde schuldenaar de overnemer daarvan in kennis stellen. In geval van verzet mag de geedeerde schuldenaar niets inhouden van het loon ter uitvoering van de overdracht, zolang deze niet bekrachtigd is overeenkomstig artikel 31.

**Art. 30** - Op straffe van nietigheid geschieden alle in de artikelen 28 en 29 bedoelde kennisgevingen, bij ter post aangtekende brief of bij deurwaardersexploot, waarvan de kosten ten bezware blijven van degene die ze gemaakt heeft.

**Art. 31** - In geval van verzet roept de overnemer de overdrager bij aangeekende brief, toegezonden door een deurwaarder, van de vrederechter van het kanton van de woonplaats van de overdrager, ten einde de overdracht te horen bekrachtigen. De vrederechter beslist in laatste aanleg, ongeacht het bedrag van de overdracht. Bij bekrachtiging kan de overdracht door de geedeerde schuldenaar worden uitgevoerd op eenvoudige kennisgeving die hem door de griffier wordt gedaan binnen vijf dagen te rekenen van het vonnis.

**Art. 31 bis – § 1.** De overdrager die aanspraak kan maken op een verhoging van zijn inkomsten die niet valbaar zijn voor beslag met toepassing van artikel 1409, § 1, vierde lid, of 1409, § bis, vierde lid, van het Gerechtelijk Wetboek, doet hiervan aangifte, afgegeven tegen ontvangstbewijs respectievelijk aan de overgedragen schuldenaar en, in afschrift, aan de overnemer of verzonden aan dezen bij aangetekende brief, door middel van een formulier waarvan het model bepaald is door de Minister van Justitie. **§ 2.** De verklaring zal rechtskracht hebben vanaf de maand volgend op de ontvangst ervan door de derde voor zover deze beschikt over een termijn van tien werkdagen vóór de gewone datum van de betaling, de hoedanigheid van kind ten laste wordt vastgesteld overeenkomstig het formulier en tinnen van de bemiddelings bedoeld in artikel 1409aQuater van het Gerechtelijk Wetboek, en de overdrager op erewoord verklaart dat het kind niet beschikt over inkomsten waarvan het bedrag hoger is dan door de Koning bepaald

of dat zijn inkomsten het voorwerp zijn geweest van een gemeenschappelijke belastingaangifte. **§ 3.** Iedere betwisting wordt door de overnemer of de overdrager aan de vrederechter voorgelegd door een eenvoudige schriftelijke verklaring neergelegd ter griffie of aan de griffie verzonden. De overnemer en de overdrager worden bij gerechtsbrief opgeoroepen voor de voor de rechter vastgestelde zitting. De overgedragen schuldenaar wordt, bij gerechtsbrief, in kennis gesteld van het tussengeschied en is verplicht om, vanaf de volgende vervaldag van de betaling, behalve in geval van verzet van de overdrager op grond van artikel 29, derde lid, het bedrag van de toegepaste vermeerdering die aanleiding geeft tot betwisting in zijn handen beschikbaar te maken. Onverminderd een overeenkomst tussen de overdrager en de overnemer loopt het gevoel van de onbeschikbaarheid verder tot de kennisgeving van de beschikking over de betwisting. De rechter doet uitspraak bij voorrang boven alle andere zaken. De beschikking is niet vatbaar voor verzet of hoger beroep. Zij wordt onmiddellijk bij gerechtsbrief ter kennis gebracht van de overnemer, van de overdrager en van de overgedragen schuldenaar. Indien de vermeerdering niet werd toegepast door de overgedragen schuldenaar zal de beschikking die de hoedanigheid van kind ten laste erkent rechtskracht hebben vanaf de maand volgend op de ontvangst ervan door deze, voor zover hij beschikt over een termijn van tien werkdagen vóór de gewone datum van betaling. Indien de vermeerdering werd toegepast door de overgedragen schuldenaar en in zijn handen onbeschikbaar werd gemaakt overeenkomstig het tweede lid, wordt het bedrag van de onbeschikbaar geworden vermeerdering al naargelang het geval aan de overdrager of aan de overnemer gestort. In geval van een invorderingsprocedure waarbij vanaf de aanvang of in de loop van de procedure meerdere schuldeisers betrokken zijn, wordt de beschikking gericht ten aanzien van alle schuldeisers op tegenspraak te zijn gewezen. **§ 4.** In geval van veranderende omstandigheden wordt de vermeerdering voor kind ten laste aangepast in overeenstemming met de paragrafen 2 en 3. Indien de overdrager onrechtmatig ten onrechte de vermeerdering inget, worden de dragende die daarmee overeenstemmen, op grond van een beschikking gewezen overeenkomstig de derde paragraaf van dit artikel, zonder enige beperking gere-integreerd in het voor beslag vatbare bedrag, onverminderd de toepassing van enige andere invorderingsmaatregel. **Art. 32** - Wanneer de dienstbetrekking van de overdrager eindigt voordat de inhoudingen het bedrag van de door de vrederechter bekrachtigde overdracht hebben bereikt, zendt de geedeerde schuldenaar de in artikel 31, tweede lid, bedoelde kennisgeving door aan de overnemer, met vermelding van het totaal der ingehouden bedragen. De bekrachtiging behoudt haar gevolgen en de overdracht kan onder iedere nieuwe werkgever worden uitgevoerd ten belope van het oorspronkelijke bedrag, verminderd met de reeds ingehouden bedragen, mits de overnemer bij een ter post aangekende brief de bekrachtigingsbeslissing van de vrederechter en de opgave van de reeds ingehouden bedragen ter kennis van de nieuwe werkgever brengt.